

Art. 3. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
F. GROOTJANS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 1236

14 JUNI 1985

Arrêté royal portant organisation et fonctionnement de l'Institut d'expertise vétérinaire

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal n° 250 du 31 décembre 1983;

Vu la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de rendre opérationnel sans autre délai l'Institut d'expertise vétérinaire, en raison de l'entrée en vigueur obligatoire le 1er janvier 1985 de la Directive 83/90/CEE du Conseil du 7 février 1983, modifiant la Directive 64/433/CEE relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaire de viandes fraîches;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'Institut d'expertise vétérinaire, ci-après dénommé « Institut », a pour mission d'exécuter les tâches prévues à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, ainsi que toutes autres missions qui lui seront confiées en exécution des lois et règlements.

Art. 2. Tous les titulaires des grades pour lesquels le diplôme de médecine vétérinaire est exigé sont revêtus de la qualité d'expert, telle qu'elle est requise pour l'exécution des lois du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes et du 15 avril 1965 concernant l'expertise et le commerce du poisson, de volailles, des lapins et du gibier et modifiant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes.

Art. 3. § 1er. L'Institut est géré par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Toutefois, l'avis du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est requis pour toute décision concernant l'Agriculture, prise en application des dispositions de l'article 2, § 2, 2° et 4°, de la loi du 13 juillet 1981 précitée. Si l'avis n'est pas suivi, le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions en est avisé sans délai et peut en saisir le Conseil des Ministres endéans le mois.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant assisté du fonctionnaire dirigeant adjoint assume la gestion journalière de l'Institut; la réglementation, les études et la formation relèvent de leur compétence.

Art. 3. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege:

De Minister van Financiën,
F. GROOTJANS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 1236

14 JUNI 1985

Koninklijk besluit houdende organisatie en werking van het Instituut voor veterinaire keuring

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 250 van 31 december 1983;

Gelet op de wet van 13 juli 1981 houdende oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de noodzaak om het Instituut voor veterinaire keuring zonder uitstel operationeel te maken, wegens het verplicht in voege treden op 1 januari 1985 van de Richtlijn 83/90/EEG van de Raad van 7 februari 1983 tot wijziging van de Richtlijn 64/433/EEG, inzake gezondheidsvraagstukken op het gebied van het intracommunautaire handelsverkeer in vers vlees;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Instituut voor veterinaire keuring, hierna het « Instituut » genoemd, is belast met de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 2 van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring, alsook van alle andere taken welke in uitvoering van de wetten en reglementen eraan zullen worden toevertrouwd.

Art. 2. Alle titularissen van de graden waarvoor het diploma van dierenarts is vereist hebben de hoedanigheid van keurder, die vereist is voor de uitvoering van de wetten van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel en van 15 april 1965 betreffende de keuring van en de handel in vis, gevogelte, konijnen en wild, en tot wijziging van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel

Art. 3. § 1. Het Instituut wordt beheerd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. Het advies van de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, is nochtans vereist voor iedere beslissing die de Landbouw aanbelangt, en genomen is bij toepassing van het bepaalde bij artikel 2, § 2, 2° en 4°, van de vorenvermelde wet van 13 juli 1981. Indien het advies niet gevolgd wordt, wordt de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft hiervan zonder verwijl verwittigd en kan hij de beslissing binnen de maand voorleggen aan de Ministerraad.

§ 2. Het dagelijks beheer van het Instituut wordt waargenomen door de leidend ambtenaar bijgestaan door de adjunct leidend ambtenaar; tot hun bevoegdheid behoren de reglementering, de studies en de vorming.

§ 3. Les tâches de l'Institut sont assurées, d'une part par l'administration centrale, subdivisée en deux administrations, à savoir l'administration des services généraux et l'administration des services d'inspection et, d'autre part, par les services d'inspection répartis en cercles d'expertise sur tout le pays. Le nombre de cercles d'expertise est déterminé par le Ministre, en fonction des besoins.

§ 4. L'administration des services d'inspection est chargée des tâches d'inspection et de contrôle sanitaire concernant :

- a) les viandes de boucherie;
- b) les viandes de volaille, de gibier et de lapin;
- c) le poisson;
- d) l'exécution de toute législation relative à la santé de l'homme et de l'animal;

§ 5. L'administration des services généraux est chargée des tâches concernant :

- a) le personnel et l'organisation;
- b) l'économat, la comptabilité et le contentieux;
- c) le secrétariat des conseils et commissions;
- d) les autres missions non reprises au § 4.

§ 6. L'inspecteur général de l'administration centrale dirige l'administration des services d'inspection.

Le directeur d'administration dirige l'administration des services généraux.

Art. 4. Afin d'assurer la collaboration et la participation effectives du Ministère de l'Agriculture dans l'exécution des tâches visées à l'article 2, § 2, 2^o et 4^o, de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire, six fonctionnaires du niveau 1 dont deux auront au maximum le rang 13, sont détachés du Ministère de l'Agriculture auprès dudit Institut.

L'Institut d'expertise vétérinaire rembourse au Trésor les rémunérations des fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} du présent article, et supporte directement tous les autres frais inhérents à ce détachement.

Art. 5. § 1^{er}. La coordination entre les cercles d'expertise, respectivement des régions de langue française et de langue allemande d'une part, et de la région de langue néerlandaise d'autre part, est assurée par les inspecteurs généraux des services d'inspection.

§ 2. Chaque cercle d'expertise est dirigé par un chef de cercle d'expertise qui a le grade d'inspecteur en chef-directeur ou d'inspecteur principal-chef de service, désigné par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 3. Selon le volume de travail le Ministre qui gère l'Institut, détermine la circonscription du cercle d'expertise. Cette circonscription peut couvrir un ou plusieurs arrondissements ou cantons judiciaires.

§ 4. Chaque cercle d'expertise a un siège administratif. Il dispose de personnel administratif et d'inspection placé sous la direction du chef du cercle d'expertise.

Celui-ci a l'autorité sur les inspecteurs-experts, les contrôleurs, les aides-techniques et le personnel administratif affectés au cercle d'expertise ainsi que sur les médecins vétérinaires qui sont chargés d'une mission dans le cercle d'expertise.

Le chef du cercle d'expertise organise le travail des médecins vétérinaires chargés de mission par le Ministre, selon les besoins du service, les directives du Ministre, et dans la mesure du possible, les priorités de nominations fixées à l'article 5 de l'arrêté royal du 14 juin 1985 déterminant les modalités de transfert de certains fonctionnaires des communes ou associations de communes ainsi que les modalités de la nomination et de l'inscription dans la réserve de recrutement de certains experts à l'Institut d'expertise vétérinaire.

Il prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution ininterrompue des tâches journalières.

§ 5. Le Ministre qui gère l'Institut peut fixer un siège administratif commun à plusieurs cercles d'expertise. Dans ce cas, le chef responsable du siège administratif est le chef du cercle d'expertise qui a le grade le plus élevé; à grade égal, celui qui possède l'ancienneté de grade la plus grande et à ancienneté de grade égal, celui qui est le plus âgé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

§ 3. De taken toebedeeld aan het Instituut worden aangenomen door enerzijds het hoofdbestuur, onderverdeeld in twee besturen, namelijk het bestuur der algemene diensten en het bestuur van de inspectiediensten, en anderzijds de inspectiediensten onderverdeeld in keurkringen verspreid over het ganse land. Het aantal keurkringen is volgens de behoeften door de Minister vastgesteld.

§ 4. Het bestuur van de inspectiediensten is belast met de taken inzake sanitaire inspectie en controle betreffende :

- a) slachtvlees;
- b) vlees en gevogelte, wild en konijn;
- c) vis;
- d) de uitvoering van elke wetgeving betreffende de gezondheid van mens en dier.

§ 5. Het bestuur der algemene diensten is belast met de taken betreffende :

- a) het personeel en de organisatie;
- b) het econoomaat, de boekhouding en de geschillen;
- c) het secretariaat van de raden en commissies;
- d) de andere opdrachten niet bedoeld onder § 4.

§ 6. De inspecteur-generaal van het hoofdbestuur heeft de leiding van het bestuur voor de inspectiediensten.

De bestuursdirecteur heeft de leiding van het bestuur van de algemene diensten.

Art. 4. Ten einde de daadwerkelijke samenwerking en deelname van het Ministerie van Landbouw aan de uitvoering van de taken bedoeld bij artikel 2, § 2, 2^o en 4^o, van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring te verzekeren, worden zes ambtenaren van niveau 1, waarvan twee met hoogstens rang 13, van het Ministerie van Landbouw, bij genoemd Instituut gedetacheerd.

De bezoldigingen van de ambtenaren bedoeld bij het eerste lid van dit artikel worden aan de Schatkist teruggestort door het Instituut voor veterinaire keuring dat zelf al de overige onkosten van deze detachering rechtstreeks ten laste neemt.

Art. 5. § 1. De coördinatie tussen de keurkringen van het Franse en het Duitse taalgebied enerzijds en die van het Nederlands taalgebied anderzijds, wordt verzekerd door de inspecteurs-generaal van de inspectiediensten.

§ 2. Elke keurkring wordt geleid door een hoofd van de keurkring, die de graad heeft van hoofdinspecteur-directeur of e.a. inspecteur-hoofd van dienst, aangeduid door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

§ 3. De Minister die het Instituut beheert, bepaalt naargelang van het werkvolume de gebiedsomschrijving van de keurkring. Deze gebiedsomschrijving kan één of meer gerechtelijke arrondissementen of kantons omvatten.

§ 4. Elke keurkring heeft een administratieve zetel. Hij beschikt over administratief en inspectiepersoneel onder leiding van het hoofd van de keurkring.

Deze laatste oefent gezag uit over de inspecteurs-keurder, over de controleurs, de technische helpers en het administratief personeel verbonden aan de keurkring, evenals over de dierenartsen die met een opdracht zijn belast in de keurkring.

De werkorganisatie van de dierenartsen belast met een opdracht door de Minister, wordt toevertrouwd aan het hoofd van de keurkring, overeenkomstig de behoeften van de dienst, de richtlijnen van de Minister, en in de mate van de mogelijkheden, de benoemingsprioriteiten bepaald in artikel 5 van het koninklijk besluit van 14 juni 1985 tot vaststelling van de modaliteiten van overplaatsing van sommige ambtenaren van de gemeenten en verenigingen van gemeenten naar, alsook van de modaliteiten van benoeming en de opneming in de wervingsreserve van sommige kourders bij het Instituut voor veterinaire keuring.

Hij neemt alle maatregelen om de ononderbroken uitvoering van de dagelijkse taken te waarborgen.

§ 5. De Minister die het Instituut beheert, kan een gemeenschappelijke administratieve zetel aanduiden voor verschillende keurkringen. In dat geval is de verantwoordelijke persoon voor de administratieve zetel het hoofd van de keurkring met de hoogste graad; in geval van gelijke graad, hij die de grootste graadanciënniteit heeft en in geval zij een gelijke graadanciënniteit hebben, de oudste.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,
F. AERTS

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 1237

2 MEI 1985. — Decreet houdende oprichting van de Vlaamse Mediaraad (1)

De Vlaamse Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Oprichting en taakomschrijving

Art. 2. Bij het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt een Vlaamse Mediaraad opgericht, hierna te noemen de Mediaraad.

De Mediaraad wordt om advies gevraagd over alle aangelegenheden die het mediabeleid betreffen.

Art. 3. De Mediaraad heeft als opdracht, op verzoek van de Vlaamse Executieve, van de Vlaamse Raad of op eigen initiatief, advies uit te brengen over alle aangelegenheden die het mediabeleid betreffen.

Tot de bevoegdheidssfeer van de Mediaraad behoren de volgende sectoren : de radio-omroep en de televisie, de schrijvende pers en alle andere communicatie- en informatiemiddelen.

In het raam van zijn opdracht kan de Mediaraad onder meer :

- regelmatig overleg plegen over de mediaproblematiek;
- studiewerk verrichten;
- met gelijkaardige instanties in binnen- en buitenland contacten onderhouden en overleg plegen.

Art. 4. De adviezen van de Mediaraad zijn met redenen omkleed. Zij vermelden desgevallend minderheidsstandpunten. Zij worden overgemaakt aan de Vlaamse Executieve en aan de Vlaamse Raad. Zij worden onmiddellijk openbaar gemaakt.

Voor zover de Mediaraad gevraagd wordt om advies te geven, bepaalt de Vlaamse Raad of de Executieve de termijn waarbinnen de Mediaraad dit advies dient uit te brengen. Indien binnen de gestelde termijn geen advies wordt uitgebracht, is voldaan aan de bepalingen van artikel 2 van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — Middelen

Art. 5. Binnen de perken van de op de begroting van de Vlaamse Gemeenschap uitgetrokken kredieten kan de Mediaraad alle middelen aanwenden om zijn onder artikel 3 bepaalde opdracht tot een goed einde te brengen.

De Mediaraad dient jaarlijks een begrotingsvoorstel in bij de Vlaamse Executieve.

Art. 6. De Mediaraad wordt bijgestaan door het personeel dat de Vlaamse Executieve te zijner beschikking stelt.

HOOFDSTUK IV. — Samenstelling

Art. 7. De Mediaraad bestaat uit een Voorzitter, de Algemene Vergadering en het Comité van Experts.

De Voorzitter van de Mediaraad wordt benoemd door de Vlaamse Executieve. Hij maakt deel uit van de Algemene Vergadering.

De Algemene Vergadering bestaat uit afgevaardigden van verenigingen en instellingen van de mediasector, uit personen die zitting hebben wegens hun deskundigheid inzake media en uit personen die de gebruikers vertegenwoordigen.

De Vlaamse Executieve stelt de lijst op van verenigingen en instellingen die uitgenodigd worden om kandidaten voor te dragen voor de samenstelling van de Algemene Vergadering van de Mediaraad. De Vlaamse Executieve bepaalt eveneens het aantal leden dat namens elke bedoelde vereniging en instelling in de Algemene Vergadering kan zetelen. Op voordracht van bedoelde verenigingen en instellingen benoemt de Vlaamse Executieve de leden van de Algemene Vergadering.

De Vlaamse Executieve benoemt eveneens de leden die in de Algemene Vergadering zitting hebben wegens hun deskundigheid inzake media en de leden die de gebruikers vertegenwoordigen. Het aantal van deze leden mag niet meer bedragen dan een vijfde van het aantal leden dat komt uit de verenigingen en instellingen van de mediasector.

Het Comité van Experts bestaat uit maximum tien leden, door de Vlaamse Executieve benoemd uit leden van wetenschappelijke, studie- en onderzoekscentra.

Niet meer dan twee derde van de leden van de Mediaraad mag van hetzelfde geslacht zijn.

Art. 8. Het mandaat van de Voorzitter van de Mediaraad, van de leden van de Algemene Vergadering en van het Comité van Experts duurt vier jaar. De mandaten zijn tweemaal hernieuwbaar. Op verzoek van het lid of van de vereniging of instelling die het heeft voorgedragen, wordt aan het mandaat voortijdig een einde gemaakt. Een opvolger wordt benoemd volgens de bepalingen van artikel 7. De opvolger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Het mandaat van lid van de Mediaraad is onverenigbaar met een mandaat in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat of de Vlaamse Raad alsmede met het ambt van Minister of Staatssecretaris.

Art. 9. De Algemene Vergadering en het Comité van Experts verkiezen onder hun leden de titularissen van de bij het Reglement van Orde voorziene functies.

(1) Zitting 1984-1985.

Stukken. — Ontwerp van decreet : 300, nr. 1. — Amendementen : 300, nrs. 2 en 3. — Verslag : 300, nr. 4. — Amendement : 300, nr. 5.
Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 2 mei 1985.